



**UNION SYNDICALE
DE LA PSYCHIATRIE**

52 rue Gallieni 92240 Malakoff
tél. 01 46 57 85 85 – fax 01 46 57 08 60
e-mail : uspsy@free.fr – site : www.uspsy.fr

**Rapport d'activité
mars 2006 – mars 2007
Congrès annuel de l'USP
16 – 18 mars 2007 à Angers
par Claire Gekiere, secrétaire nationale**

En commençant ce rapport d'activité, je tiens à saluer l'action de Pierre Paresys, qui termine sa seconde année de présidence, et aussi celle de Catherine Paulet, pour qui les sujets d'intervention n'ont pas manqué autour du passage « d'une médecine de la personne à une médecine de contrôle social », avec notamment, l'accent mis sur la « dangerosité » dans plusieurs rapports (Garraud, Lopez...).

Je tiens aussi à remercier les collègues d'Angers pour la remarquable organisation de ce congrès.

Le plan de ce rapport est le même que les années précédentes, avec une nouveauté : une partie sera présentée par Philippe Gasser, qui nous représente à la Commission santé d'ATTAC, et qui s'est investi très activement dans les EGSAM (Etats généraux de la Santé et de l'Assurance Maladie).

Tout d'abord, le fonctionnement syndical

16 conseillers nationaux (à parité : 8 hommes et 8 femmes, il paraît que ça reste un sujet d'actualité...), à l'issue du congrès de Paris, ont participé à 7 conseils nationaux (23 avril, 21 mai, 25 juin, 16 septembre, 22 octobre, 26 novembre 2006, 28 janvier 2007).

Le bureau, élu le 23 avril 2006, comprend 9 membres, dans la même configuration qu'en 2005, donc :

- président : Pierre Paresys,
- 4 vice-présidents : Alain Abrieu, Olivier Boitard, Jean-Pierre Legendre et Marie Napoli
- 2 secrétaires : Claire Gekiere et Anne Michel
- 2 trésoriers : Annie Guezennec et Philippe Gasser

Je tiens à souligner le travail des secrétaires, Marie-Odile Herter essentiellement, mais aussi Lola Martel, très efficaces et réactives (dont le temps de secrétariat est passé à 4 heures hebdomadaires en mai 2006).

L'ouverture du site USP (www.uspsy.fr), apparu en octobre sur notre en-tête, et les envois-échanges de mails intensifs continuent à transformer le travail syndical.

Nos appartenances

Elles sont très nombreuses, signe d'une identité riche et affirmée (il n'y a pas de raison de laisser ce terme confiné dans des relents pétainistes), mais parfois difficiles à incarner dans des présences humaines (à des réunions, des convocations...) au-delà des échanges Internet.

Bon nombre se retrouvent dans la liste des délégations des membres du Conseil national.

Paradoxalement, n'y apparaît pas le Collectif national unitaire anti-délation (CNU) qui a été depuis 2004, et continue d'être, une de nos appartenances les plus fortes et indispensables (Pierre Paresys revient sur ce sujet de façon détaillée) politiquement essentielle (cf. le site www.anti-delation.org).

Je voudrais insister d'emblée sur les liens avec le SMG et au-delà de lui, avec la revue *Pratiques, les cahiers de la médecine utopique*, qui vit un moment clé : une nouvelle maquette, une nouvelle formule, avec le n° 36 (qui porte sur « La place des sciences humaines dans le soin ? »), mais en même temps, le risque d'un « étranglement financier » (avec depuis 2 ans, l'arrêt des subventions publiques), d'où une souscription de 50.000 euros (visant un équilibre budgétaire en 2010).

▪ **Avec le SMG**

Plusieurs rencontres ont eu lieu (à partir du 25 juin 2006) sur « un projet alternatif du système de santé ». Le travail interactif envisagé n'a pas vraiment eu lieu de façon large, mais surtout entre les participants aux réunions.

▪ **ATTAC**

Chaque année, il se passe quelque chose. Pour mémoire, en 2005, le référendum sur l'Europe. 2006 : encore un problème d'élections, mais internes, attaquant sérieusement la dynamique du mouvement.

En avril 2006, l'USP s'est abstenue sur les changements de statuts et s'était inquiété de la tournure que prenait le débat interne.

ATTAC santé : cf. le texte de Philippe Gasser

▪ **La CPH (Confédération des praticiens hospitaliers)**

Bien organisée au plan de la communication, la CPH a annoncé plusieurs mouvements : par exemple la grève du 11 mai 2006, contre le démantèlement du statut de PH et les affectations locales notamment. Egalement le 8 juin, le 24 octobre, et jusqu'au « mouvement » d'hier.

Le leitmotiv reste la lutte contre « Hôpital 2007 », et pour un service public hospitalier digne de ce nom (voir la dernière contribution diffusée de Bernard Odier, démontant la T2A).

Le point faible est manifestement le hiatus entre les effets d'annonce et la mobilisation sur le terrain.

▪ **Les intersyndicales et collectifs**

Si régionalement et localement des actions très intéressantes se passent :

- les Etats généraux de la psychiatrie en PACA le 12 décembre 2006 (CGT, CNI, SUD Santé, SPH, SPEP, SPS, USP et UNAFAM),
- ou pour le 11 mai, l'intersyndicale bien relayée en Rhône-Alpes, sur le statut de PH et la précarisation du service public,

d'autres, nationalement posent plus de problèmes :

- SPH, SPEP, SPS et USP ont appelé au boycott de la généralisation du PMSI en psychiatrie en septembre 2006. Puis, malgré nos relances, SPH, SPEP et SPS y ont renoncé (sans toutefois le médiatiser), sous prétexte de quelques moyens annoncés pour l'informatisation des services et d'un assouplissement du calendrier.
- Le rassemblement d'associations et syndicats qui a lutté contre les articles concernant la psychiatrie dans le projet de loi de prévention de la délinquance, ont ensuite accepté, à notre exception (avec SUD), la proposition d'une réforme plus large de la loi de 1990 par ordonnance. Ce danger écarté, il semble qu'un débat puisse se rouvrir, notamment avec la FNAPsy sur des points essentiels (garde à vue psychiatrique, obligation de soins ambulatoires, suppression du tiers...).

▪ **Le CASP continue, notamment grâce à Olivier Boitard, qui en est toujours le président**, un travail intéressant, qui a des retombées pratiques.

Le 1^{er} juin 2006 a eu lieu une conférence de presse sur « Normes et Pratiques en psychiatrie », et le 14 mars 2007, une autre sur « Autorité et liberté en psychiatrie », à laquelle étaient conviés les candidats à la présidentielle.

▪ **Avec le SNPP, l'USP** a fait une démarche commune à la CNAM, par rapport à la remise en question de l'accès direct aux psychiatres en libéral. Un bilan était prévu à 6 mois, à relancer donc.

Avec le SNPP, nous avons aussi une convergence de vue sur les problèmes que posent le DMP (dossier médical personnel).

▪ **Le CEDEP** a tenu avec succès son colloque en juin 2006 à paris sur le thème « Psychiatries : déclin, tournants et rebonds » (et je rappelle que le prochain a lieu en juin à Bucarest).

▪ **Pratique de la folie** continue ses activités (le séminaire du vendredi à St Anne) et n'a pas fait de colloque en 2006.

Les questions statutaires

▪ Le statut de PH a été précarisé, comme prévu, c'était le 3^{ème} axe annoncé d' « Hôpital 2007 » après la gouvernance et la T2A.

- Parallèlement, le décret prévoyant la reprise d'ancienneté pour les « ex-vacataires » est paru le 19 juin 2006.
- Sous l'étiquette CASP, deux représentants ont été élus à la commission statutaire des temps partiels d'Ile de France.
- Les PADHUE (praticiens à diplôme hors Union européenne) continuent leur lutte pour un statut décent. Olivier Boitard est allé au ministère sur ce sujet au titre de la CPH.
- Les médecins généralistes sont à nouveau sur la sellette quant à l'accès au concours de praticien hospitalier en psychiatrie.

Ce que nous n'avons pas ou pas beaucoup fait

- Terminé *Fragments II*, malgré l'opiniâtreté d'Alain Chabert, il manque encore quelques textes.
- Travaillé aux questions de formation initiale et donc, avec les psychiatres en formation.
- La formalisation d'une liste de correspondants régionaux n'a pas eu d'effet en pratique.
- Travaillé avec :
 - la convergence nationale des collectifs de défense des services publics
 - « Pas de zéro de conduite » sur la durée (avec cependant une participation active à certains moments)

Pour finir, les évènements marquants, pour une mise en perspective

▪ L'adoption de la loi de prévention de la délinquance

Dans la lutte qui a permis au moins le retrait des articles sur l'HO, l'USP a donc beaucoup milité dans le CNU et les collectifs locaux.

Nous avons rédigé la partie psychiatrie du 4 pages diffusé par la CNU, participé aux manifestations (notamment celle du 18 novembre 2006).

2 axes maintenant :

- la désobéissance civile
- la réforme de la loi de 1990

- Du côté « psychiatrie et justice », beaucoup de choses aussi (voir mon introduction), mais notamment le projet sur les UHSA (présente le 15 mai 2006 au ministère), qui nécessite la création sur 6 ans de 70 postes de psychiatres et de 1000 postes de soignants.

- Le temps fort le 17 juin 2006 du colloque organisé par « pas de zéro de conduite », à Paris, contre le rapport de l'INSERM (sur les troubles des conduites chez les enfants).

- A noter, très récemment, la parution de l'avis du CNE (comité national d'éthique) très critique sur ce rapport.

- La VAP (valorisation de l'activité en psychiatrie) : l'USP a refusé de valider le guide méthodologique préparé pour la généralisation du recueil des données en psychiatrie, et a décidé de se retirer du CCA (comité consultatif associé), devant la mascarade que représente ce comité.

Il y a aussi la progression des travaux sur le DMP, nous tentons d'y travailler aussi, en lien notamment avec DELIS et le SNPP.

- Et bien sûr « Hôpital 2007 » et le « Plan psychiatrie et santé mentale » (dont l'instance de concertation n'en permet aucune), pour lequel l'USP a été auditionné le 8 décembre 2006.

- Et enfin, la loi sur la réforme de la protection des biens et des personnes qui vient de sortir (5 mars 2007), prévoyant par exemple qu'un quidam peut signer un contrat avec le Conseil général, autorisant celui-ci à administrer à sa place ses prestations sociales.

Il est donc temps, dès la semaine prochaine, d'interroger les candidats à l'élection présidentielle sur leur programme sur ces différents points.

Je vous remercie de votre attention pour ce rapport d'activité, avant-dernier pour ma part car, si je suis réélue cette année, je précise que je ne compte pas me représenter à ce poste en 2008.